

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Services d'intérêt général

♦ La commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen a donné son avis sur la communication de la Commission "Les services d'intérêt général en Europe", à l'intention de la commission économique et monétaire.

Après avoir souligné, en particulier, "l'absence d'évaluation convaincante et objective" de la communication et listé les domaines où cette évaluation est nécessaire, les nouveaux besoins et le rôle des services d'intérêt général comme "enjeu pour l'Europe des citoyens", l'avis présente des conclusions détaillées et des demandes précises. Notamment i/ la présentation par la Commission "en collaboration avec les Etats membres et en complément de l'article 16, des modifications du traité en vue de l'élaboration du contenu des services d'intérêt général, afin de garantir la sécurité juridique des aides" ii/ la "responsabilité fondamentale des autorités publiques aux niveaux local, régional, national et communautaire" de décider "de créer ou maintenir un service d'intérêt général, conformément aux dispositions de l'article 16" iii/ le coût qui "ne doit pas être le critère primordial lors de l'examen des offres" iv/ la nécessité de ne pas réduire les services d'intérêt général "à des normes de service universel minimales" et celle "d'inclure des clauses sociales" dans le cadre des directives de marchés publics" v/ éviter que "les acteurs économiques qui opèrent [...] dans le secteur à but non lucratif [...], qui n'appartiennent pas à l'Etat et n'obéissent pas à une logique commerciale [...] ne pâtissent [...] des articles du traité en matière de concurrence" vi/ la nécessité que la Commission produise "une évaluation des impacts sociaux, territoriaux, environnementaux, des libéralisations ainsi que de leur incidence sur la qualité de l'emploi" vii/ la délégation "à une agence de l'UE existante d'une fonction d'observatoire" et "la publication d'un bilan annuel" des impacts sociaux par les opérateurs viii/ "l'intégration dans un protocole annexé au traité [d']une charte des services d'intérêt général" ix/ "fonder, par la publication d'un livre blanc [de la Commission] les conditions dans lesquelles [...] une autorité publique peut avoir matière à définir une activité exclue de l'application des règles de la concurrence et du marché" x/ que la Commission propose [...] "une directive cadre qui, dans un but de sécurité juridique, garantirait la fourniture aux citoyens de services d'intérêt général en vertu de l'article 16" xi/ exclusion des négociations de l'OMC des services publics d'éducation, santé culture, transports locaux, contrôle et sécurité des transports.

Le texte est consultable sur le site [www.europarl.eu.int](http://www.europarl.eu.int)

### Services postaux

♦ Suite à une procédure lancée en 1994, la Commission a condamné Deutsche Post AG à 24 millions d'euros d'amende pour abus de position dominante pour avoir accordé des rabais de fidélité et pratiqué des ventes à perte sur le marché des services d'envoi des colis commerciaux grâce à son secteur réservé (lettres). Il lui est demandé également de créer une société séparée pour chaque service.

...

### Services of general interest

♦ The employment and social affairs committee of the European Parliament presented its opinion on the Commission's communication entitled "Services of general interest in Europe" to attention of the Economic and monetary committee.

Having stressed, in particular, the "lack of convincing and objective assessment" in the communication and having pointed out areas where such assessment is necessary, new requirements and the role of services of general interest as "an issue at stake for the Europe of citizens", the committee's opinion sets forth detailed conclusions and specific requirements. In particular i) the Commission's presentation "in collaboration with Member States and supplementing article 16", amendments to the treaty in view of the preparation of the contents of services of general interest, in order to ensure legal security of aid" ii) the "fundamental responsibility of public authorities at local, regional, national and community levels, in deciding to create or maintain a service of general interest, in conformity with clauses of article 16" iii) cost, "which should not be a deciding criterion when examining offers" iv) the necessity of not scaling services of general interest down to "norms of minimal universal services" and that of "including social clauses" in the framework of public contracts directives" v) avoiding the situation where "economic actors operating [...] in a non-profit-making sector [...], who do not belong to the State and are not bound by commercial rationale [...], strain [...] articles of the treaty on competition matters" vi) the necessity for the Commission to produce "an assessment of social, territorial and environmental impacts of liberalisations as well as their effect on the quality of employment" vii) delegation "of the observatory function to an existing EU agency" and "the publication of an annual appraisal report" on social impacts by operators viii) "inclusion [of] a charter of services of general interest in a protocol annexed to the treaty" ix) "establish, by a publication of the [Commission's] white paper, conditions under which [...] a public authority can obtain matter to base its creation of an activity free from the application of market and competition rules" x) that the Commission proposes [...] "a framework directive which, with the objective of legal security, would guarantee the provision, to citizens, of services of general interest, in accordance with article 16" xi) exclusion of the WTO from negotiation of public services of education, health, culture, local transports, transport control and safety.

The text is available at the web site [www.europarl.eu.int](http://www.europarl.eu.int)

### Postal services

♦ Following an infringement procedure launched in 1994, the Commission imposed a fine of 24 million to the Deutsche Post AG for the abuse of its dominant position in granting fidelity rebates and practising sales below cost on the mail-order commercial parcel services, which was made possible thanks to its reserved sector (letters). It has also been asked to create a separate firm for each service.

Deutsche Post AG a accueilli favorablement cette condamnation en estimant que l'aboutissement de la procédure sécurisera ses clients et les marchés de capitaux. Concernant l'amende, elle a indiqué que des réserves avaient déjà été consignées à cette fin.

♦ Dans un arrêt C-340/99 du 17 mai 2001, la Cour de justice a estimé que, s'agissant d'un service d'intérêt économique général, le droit postal doit permettre de compenser les pertes éventuelles résultant de l'exploitation du service universel du courrier. Par conséquent, une entreprise de courrier express peut être soumise, sous certaines conditions, au versement d'un droit postal au profit de l'opérateur chargé du service postal universel.

La Cour avait été saisie par la justice italienne sur la question de savoir si la réglementation italienne qui prévoit qu'une entreprise fournissant un service de courrier express ne relevant pas du service universel doit verser un droit postal au profit de l'opérateur (en l'occurrence Posta Italiana SpA) qui en est chargé, était conforme au droit européen de la concurrence. La Cour a d'abord rappelé que Posta Italiana SpA était une entreprise publique chargée de droits spéciaux ou exclusifs qui lui permettait de détenir une position dominante sur le territoire italien. La loi italienne l'amène à commettre un abus de position dominante puisqu'elle bénéficie d'une rémunération pour un service qu'elle n'a pas rendu elle-même. Sur ce point, le juge italien devra rechercher si cette situation n'affecte pas le développement des échanges entre les Etats membres dans une mesure contraire à l'intérêt de la communauté, conformément à la jurisprudence de la Cour. Cependant, la Cour reconnaît que Posta Italiana est chargée d'une mission d'intérêt économique général puisqu'elle assure le service postal universel, indépendamment de la rentabilité du secteur desservi. Pour lui permettre d'accomplir cette mission, il peut s'avérer nécessaire de prévoir non seulement la possibilité d'une compensation entre ses secteurs d'activités rentables et moins rentables, mais également l'obligation pour des prestataires de services postaux ne relevant pas du service universel de payer un droit postal qui contribue au financement de celui-ci et à son accomplissement dans des conditions normalement équilibrées. Les recettes totales provenant des droits postaux payés par l'ensemble des opérateurs économiques, ne peuvent cependant pas être supérieures au montant nécessaire à la compensation des pertes éventuelles du service postal universel. De la même façon, l'entreprise assurant le service universel doit être tenue, dans les mêmes conditions, au paiement du droit postal quand elle fournit des prestations de courrier express.

## Aides d'Etat

La Commission a adopté le 23 mai une communication dans laquelle elle expose la manière dont elle appréciera désormais les mesures destinées à promouvoir la croissance des marchés du capital-investissement eu égard aux règles du marché. La Commission reconnaît que les fonds publics peuvent contribuer à sa réalisation, toutefois, elle souhaite que les aides d'Etat restent soumises à un contrôle rigoureux et considère que les règles en la matière ne sont pas adaptées. La communication précise donc dans quelle mesure une aide peut être apportée pour pallier une défaillance attestée du marché sans pour autant constituer une aide d'Etat et, pour les cas où une défaillance du marché aura été reconnue, elle donne une liste de critères qui lui servira à apprécier la mesure prise.

Deutsche Post AG has favourably welcomed the decision, considering that the end of the case will comfort its clients and financial markets. As regards the fine, the firm indicated that funds had already been set aside for this purpose.

♦ In its judgement of 17<sup>th</sup> May 2001, on case C-340/99, the Court of Justice considered that concerning services of general economic interest, postal dues must enable compensation to be paid for all losses that may result from operating the universal postal service. Consequently, an undertaking providing an express mail service may in certain circumstances be required to pay postal dues to the operator responsible for the universal postal service.

The case was referred to the Court of Justice by the Italian legal authorities who wanted to know if the Italian legislation under which an undertaking, providing an express mail service, not forming part of the universal service, is obliged to pay postal dues to the operator responsible for the universal service (in this case Posta Italiana SpA), was in conformity with Community competition law. First, the Court recalled that Posta Italiana SpA was a public undertaking, granted special or exclusive rights and, as such, it enjoyed a dominant position throughout the Italian territory. The Italian law places it in a situation of abusing its dominant position, since it is being paid for a service that it has itself not provided. On this point the Italian judge must find out whether such a situation does not affect trade exchanges between Member States in a way that is contrary to the interests of the Community, in line with the Court's case-law. However, the Court acknowledges that Posta Italiana is responsible for operating a service of general economic interest since it ensures the universal postal service, irrespective of the profitability of the sector being served. In order to enable it accomplish this service, it may be necessary to envisage, not only the possibility to offset its less profitable sectors by profitable ones, but also to require postal service providers, that are not part of the universal service, to pay postal dues which would contribute to the financing of universal services and enable such services to be provided in conditions of economic stability. Proceeds from postal dues, paid by all economic operators, may not, however, exceed the amount necessary to offset any possible loss in the universal postal service. In a similar manner, a firm supplying the universal service in express mail service, must also be required, under the same conditions, to pay the postal dues.

## State aid

On 23<sup>rd</sup> may the Commission adopted a communication in which it explains the way in which it will, henceforth, assess measures aimed at promoting growth of risk capital market in consideration of market rules. The Commission acknowledges that public funds can contribute to its fulfilment, however, it wishes to ensure that State aid remain subjected to strict control and, deems that rules in this domain are not well adapted. The communication clarifies under which conditions aid can be granted to offset proven market shortfalls, without it being considered as State aid and, for cases where market shortfalls would have been identified, it provides a list of criteria by which it will assess measures taken.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.